

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAERCH ANNECY (ex CGL PACK)

ZONE INDUSTRIELLE DES ILES
74330 Epagny Metz-Tessy

Références : [20240620-RAPInspectionFAERCH_GPI_V1.odt](#)

Code AIOT : 0010800322

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement FAERCH ANNECY (ex CGL PACK), implanté ZONE INDUSTRIELLE DES ILES à Epagny Metz-Tessy. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 concernant la prévention des pertes de granulés plastiques industriels dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAERCH ANNECY (ex CGL PACK)
- ZONE INDUSTRIELLE DES ILES, 74330 Epagny Metz-Tessy
- Code AIOT : 0010800322
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site fabrique des emballages thermoformés standard et sur-mesure pour l'industrie agroalimentaire et la santé.

L'entreprise CGL Pack précédemment filiale du groupe PSB Industries a été rachetée en juin 2018 par le groupe danois Faerch Plast. La société a été renommée FAERCH Annecy en 2020.

Ce site est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation du 14 avril 2011 délivré à la société CGL Pack. Cet arrêté préfectoral d'autorisation faisait suite à une demande d'extension des activités du site. Le changement de dénomination sociale et les modifications impactant certaines rubriques de classement ont été actées par courrier préfectoral en date du 9 février 2021.

Thèmes de l'inspection : Action nationale 2024 sur la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	3 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois
5	Déclaration annuelle des émissions et de transferts polluants et déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et annexe II	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant connaît bien ses installations et les process utilisés ainsi que les rubriques de la nomenclature ICPE auxquelles son site est soumis.

L'exploitant met en œuvre la réglementation concernant la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

Toutefois, la visite d'inspection a mis en avant des non-conformités. Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il mette en œuvre des actions correctives et qu'il tienne à disposition de l'inspection des installations certains documents justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : Selon les articles L. 541-15-11 et suivants du code de l'environnement, on entend par "granulés de plastiques industriels" des matières plastiques sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm. Les sites industriels à considérer sont ceux au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes/an. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir utilisé 10 845 tonnes de granulés plastiques au cours de l'année 2023. Sur le site sont stockés 1590 m ³ de granulés dans 9 silos et 600 m ³ dans 300 big-bags. Les granulés sont utilisés et transformés lors de l'étape d'extrusion pour créer des bobines de films plastiques servant à la fabrication d'emballages plastiques. La capacité maximale pour le procédé d'extrusion est de 70 tonnes par jour. En 2023, la quantité de granulés utilisés et transformés représentaient 30 tonnes par jour en moyenne. Le site fabrique également des granulés plastiques car le résidu issu du thermoformage des pièces appelés "squelettes" est broyé sur le site pour être réutilisé dans le process. En 2023, la quantité de matières broyées était de 9,7 tonnes par jour en moyenne. Il n'est pas effectué de lavage de citernes, de fûts ou autres contenants de transport sur le site. Ainsi, le site d'Epagny-Metz-Tessy de la société FAERCH fait donc partie des installations soumises à la réglementation sur les granulés plastiques industriels (GPI).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
Constats : Suite à la parution du décret n°2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés plastiques industriels dans l'environnement, l'exploitant a mis en place des équipements de confinement et de récupération des granulés plastiques en septembre 2022. Il s'agit de matériels de récupération tels que pelles, balais et bacs de récupération qui sont disposés dans les ateliers de broyage et d'extrusion où le risque de déversement est le plus grand. Lors de la visite, nous avons constaté que ces ateliers présentaient de nombreux granulés au sol dans les recoins. Dans le magasin des matières premières, un aspirateur permet le nettoyage en cas de déversement accidentel. Lors de la visite, nous avons constaté que cette zone est propre. Il a été mentionné qu'un kit d'urgence était disposé dans la zone silo. Il a été constaté la présence de bacs de récupération dans cette zone. Il nous a été précisé que les chauffeurs livreurs avaient pour obligation de nettoyer en cas de déversement au sol et effectivement cette zone est propre. La société de nettoyage ONET procède au nettoyage des locaux tous les jours avec une auto-laveuse. Cette société procède également au nettoyage hebdomadaire des aires extérieures. Sur la zone de stockage des big-bags en extérieurs il a été constaté la présence de granulés au sol. Des systèmes de captation ont été installés sur les 9 regards d'eaux pluviales du site. Il s'agit de poches filtrantes en tissu. Il a été constaté que ces poches possèdent des orifices en point haut permettant la surverse en cas de débordement (grosses pluies) ainsi leur efficacité ne semble pas appropriée. 8 avaloirs d'eaux pluviales sur les 9 au total sont raccordés à deux séparateurs à hydrocarbures. Dans le séparateur situé dans la zone en aval du stockage des big-bags et des quais de chargement du magasin des matières premières, il a été constaté la présence de nombreuses particules surnageantes qui pourraient être, en partie, des granulés plastiques. Ainsi, nous suspectons que les poches situées en amont sur les avaloirs d'eaux pluviales ne soient pas toujours efficaces.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'assurer un nettoyage plus minutieux des ateliers broyage et extrusion notamment dans les recoins où s'accumulent des GPI mais également des aires

<p>extérieures de stockage des big-bags.</p> <p>De plus, les poches filtrantes situées sur les avaloirs d'eaux pluviales ne semblent pas efficaces pour retenir les GPI en cas de fortes pluies, l'exploitant devra adapter les moyens de captation pour les rendre plus efficaces.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des procédures visant à prévenir la dispersion de GPI dans l'environnement. Il nous a été présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la procédure ENR QHSE 16 "Plan de prévention des pertes de granulés plastiques et risque de déversement" dont la mise à jour date du 20/06/2024 dans lequel se trouve le plan d'identification des zones à risques de déversement et le plan d'action, • la procédure 13B "réception d'une commande" datant du 01/06/2023 permettant de s'assurer du bon état des emballages (big-bags) et indiquant les mesures de nettoyage à

<p>mettre en œuvre en cas de besoin,</p> <ul style="list-style-type: none"> la procédure QHSE 11B « procédure d'intervention en cas de déversement accidentel » datant du 25/10/2022 concernant la conduite à tenir en cas de déversements accidentels. Il s'agit de la procédure générale en cas de déversement de tous types de produits dangereux pour l'environnement. La prévention de perte de GPI y a été intégrée. la procédure QHSE 15 A "Maîtrise du risque de pertes de granulés" datant du 27/03/2023 permettant de répondre au décret du 16 avril 2021, Il existe la procédure PRO EQPT 02 B "Maintenance des installations" associée à un calendrier de maintenance préventive qui précise les fréquences de curage des séparateurs à hydrocarbures (semestrielle) et d'entretien et de vérification des poches filtrantes (trimestrielle), La procédure QHSE 17 A "plan nettoyage et désinfection" datant du 20/07/2023, qui renvoie vers le fichier ENR QHSE14 "Plan de nettoyage du site" La formation du personnel a été effectuée à 90%, le personnel de nuit n'a pas encore été formé. Le support de formation nous a été présenté. Des affiches sont présentes dans les zones à risque de déversement. Un audit interne est réalisé tous les semestres pour vérifier ces procédures, le dernier date du 19/06/2024. L'audit interne "sécurité" réalisé toutes les semaines sur une zone intègre également les thématiques environnementales. Le COPIL mensuel permet de prendre en compte les retours des audits, le dernier date du mois de mai.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la procédure de nettoyage afin de préciser les zones d'intervention de la société de nettoyage extérieure et sa fréquence d'intervention. Le plan d'identification de zones à risque de pertes de GPI dans l'environnement devra être modifié pour inclure toutes les zones de stockage des big-bags. L'exploitant doit terminer la formation de l'ensemble du personnel, en formant le personnel de nuit.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la</p>

conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports des audits réalisés le 15 septembre 2022 et le 6 juin 2023 par la société Bureau Veritas Certification. Cet organisme est accrédité par le COFRAC selon les dispositions de la norme ISO 17 021.

La synthèse du dernier rapport mentionne que les non-conformités relevées en septembre 2022 ont été soldées et précise que le site est propre et le personnel bien sensibilisé et conclut que la prévention de la pollution liée aux granulés plastiques est bien prise en compte par l'entreprise.

L'exploitant a mis en ligne sur son site internet l'attestation de reconnaissance attribuée à l'exploitant par la société Bureau Veritas Certification, certifiant que les prestations de l'entreprise ont été évaluées et jugées conformes aux caractéristiques énoncées dans le décret. Ce document de certification a été établi le 6 janvier 2023 et est valable jusqu'au 5 janvier 2026.

Toutefois, les conclusions de l'audit ne sont pas mises à disposition du public sur le site internet de l'entreprise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déclaration annuelle des émissions et de transferts polluants et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et annexe II

Thème(s) : Risques chroniques, situation administrative

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de

“traitement en milieu terrestre” ou d’“injection en profondeur” énumérées à l’annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

- les volumes d’eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d’un réseau d’adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;
- les volumes d’eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l’exploitant déclare au moins une émission dans l’eau au titre du premier tiret du présent article ;
- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;
- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

[...]

II. L’exploitant d’un établissement visé à l’annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l’établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.

L’exploitant d’un établissement visé à l’annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l’établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.

[...]

Constats :

L’exploitant a précisé que le volume d’eau prélevée sur le réseau d’eau public est en moyenne de l’ordre de 2 000 à 2 500 m³ par an. Ce volume est inférieur au seuil de déclaration.

Les flux des émissions atmosphériques de COV et de formaldéhydes sont inférieurs au seuil de déclaration.

Le site n’a pas de rejets d’eaux industrielles, les effluents aqueux sont traités et évacués comme des déchets. Ces déchets considérés comme des déchets dangereux proviennent des deux cuves EU1 et EU2 de 3 000 et 10 000 litres chacune ainsi que du bac à graisses récupérant les condensats des compresseurs et de deux séparateurs à hydrocarbures. La quantité de déchets dangereux dépasse le seuil de 2 tonnes par an.

Les déchets industriels non dangereux représentent environ 500 tonnes par an.

La quantité de déchets dangereux dépasse le seuil de 2 tonnes par an, l’exploitant doit donc effectuer une déclaration annuelle sur le site GERE. L’inspection se chargera de lui ouvrir les droits à cette application afin qu’il effectue sa déclaration en 2025 pour l’année 2024.

Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :

L’exploitant devra déclarer sur le site GERE les quantités de déchets dangereux générés par l’établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d’action corrective

Proposition de délais : 9 mois